

Réglementer la prostitution

LORS de ce débat où l'on abordait la question de la prostitution au sens large et celle de la traite des êtres humains en particulier, la question de la réglementation de la prostitution n'a pas tardé à être posée. Avec, d'un côté, ses partisans emmenés par Espace P; et, de l'autre, les adversaires dont les idées sont farouchement défendues par les féministes ultra-conservatrices de l'Université des femmes.

«La prostitution a toujours joui d'une tolérance fragile. Des règlements communaux interdisent aux prostituées de se montrer à la vue des passants à proximité des habitations. Un jour la police verbalise, le lendemain pas. St-Josse a introduit une taxe sur les carrées s'élevant à 10.000 F (247,89 €) par mètre de façade. Schaerbeek a introduit une taxe, qui sera sans doute réduite de moitié, s'élevant à 100.000 F (2.478 €) pour chaque serveuse travaillant dans un bar, affirme Catherine François, qui poursuit: Avec Bruxelles et Ixelles, ces deux communes ont signé un protocole d'accord pour interdire la prostitution dans les rues. On veut des trottoirs propres. Mais clandestiniser la prostitution multiplie les

risques d'agression et d'exploitation».

Et de revendiquer l'instauration de zones de tolérances légitimant les quartiers dans lesquelles la prostitution est historiquement installée. *«Il s'agirait de zones inextensibles dans laquelle il y aurait aussi une présence policière, sociale et publique. Il faut aussi dépénaliser l'exploitation de la prostitution pour que l'employeur d'une prostituée soit reconnu. Cela mettrait fin à tous les abus et à toutes les fraudes. L'État, lui, n'a aucun état d'âme à être proxénète...»*

Mais à l'Université des femmes, on ne pose pas le même regard sur la situation. La voix de Françoise Hecq s'élève. *«Il faut lutter contre la légalisation de la prostitution, qui est le chaînon ultime de l'oppression. À l'instar de la Suède, pénalisons le client.»* Les militantes de l'Université des femmes n'ont d'ailleurs pas hésité à présenter une motion détaillant leurs arguments: le commerce du sexe est un système d'esclavage et il est difficile d'en sortir. C'est pourquoi elles demandent l'application stricte des lois en matière de répression du proxénétisme; ainsi que la sensibilisation des jeunes à cette problématique.

L.Dx

La Lanterne 24 Mars 99